

**FORMATION ET RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS**  
**MOTION CNESER 16-11-09**

Vendredi 13 novembre, les cabinets des ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche ont communiqué aux organisations syndicales, exclues de toutes concertations, leurs décisions concernant la réforme dite de « mastérisation ». Portant sur la structure des concours, le calendrier des épreuves (PE, PLC, PLP, agrégation) et le cadrage des masters et des stages, ces annonces, ont fait l'objet de critiques extrêmement vives concernant la conception gouvernementale de l'admissibilité du concours, le calendrier échelonné des différents concours et la possibilité d'élaborer de vrais masters. Pour le gouvernement, enseigner n'est pas un métier qui s'apprend et ne constitue pas une priorité. Le CNESER dénonce une vision archaïque de la formation des enseignants.

Le CNESER estime ces décisions inacceptables et considère qu'elles constituent des entraves à la conception des formations des futurs enseignants portant l'ambition d'un net progrès dans la démocratisation de notre système éducatif. Elles rendent impossible la conception de formations universitaires de haut niveau qui permettent la réussite des étudiants.

A aucun moment de la présentation, pas plus que dans le document distribué en séance, n'est mentionné le terme « IUFM ». Conjugué à l'absence de réponse ministérielle quant au sort qui pouvait leur être réservé, la disparition des IUFM reste programmée.

Jamais, au cours de la présentation, les questions relatives aux aides financières –bourses, pré recrutements...– dont pourraient disposer les étudiants n'ont été abordées par les ministères.

Dans ce contexte, le CNESER demande de revenir en totalité sur ce qui a été engagé pour une tout autre réforme conduisant à une réelle élévation de la qualification de tous les enseignants.

Votée par 19 Pour, 4 Contre (MEDEF, QSF, CGPME)